



[LE TOPO]

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES 2024 : QUELLE POSITION POUR L'EUROPE ET LA CHINE ?

Explorant les projets radicalement différents des deux candidats aux élections présidentielles américaines de novembre 2024 en matière de politique étrangère, cet article parcourt les implications de ces deux visions du paysage international sur le positionnement du continent européen. Face à un scrutin incertain, l'Europe doit se préparer pour mieux répondre aux menaces qui pèsent sur son avenir.



| 1

LES PUBLICATIONS



Par **Esteban Noblet**

Étudiant à l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Strasbourg, en échange aux États-Unis

Deux candidats aux profils très différents en matière de politique étrangère

Les élections américaines de novembre 2024 pourraient mener à la victoire de deux candidats dont la vision du monde diffère. Si le scrutin présidentiel américain porte avant tout sur des questions de politique intérieure (emploi, santé, immigration, etc.), ses conséquences sur la scène internationale sont multiples. Progressivement, une question cruciale a émergé dans le débat public américain quant au rôle que les États-Unis doivent jouer en matière de politique étrangère. Si une chose est certaine, l'élection du 5 novembre 2024 aura des conséquences pour les démocraties européennes, les contraignant à réfléchir à un potentiel repositionnement.

Kamala Harris : Une politique interventionniste ou « de continuité »

Au cours de ses différentes interventions publiques, Kamala Harris a cherché à rassurer les Européens. Souhaitant s'inscrire dans une politique de continuité vis-à-vis du mandat de Joe Biden, celle-ci défend une position de leadership international pour les États-Unis. Si elle était élue, elle assurerait potentiellement, comme le font pressentir ses interventions, la continuité de l'alliance transatlantique. Ainsi, le 16 février 2024, lors de la 60^e édition de la Conférence sur la sécurité de Munich réunissant des représentants de plus de cent pays, la candidate a décrit le rôle des États-Unis dans la sécurité du continent européen. Au cours de celle-ci, elle a mis en avant la poursuite du soutien à l'Ukraine, s'opposant au retrait voulu par les républicains qu'elle considère comme un potentiel « cadeau »¹ à Vladimir Poutine.

Vis-à-vis de la Chine, la position de Kamala Harris reste cependant floue. En effet, celle-ci ne s'est jamais rendue en Chine et n'a rencontré Xi Jinping qu'une seule fois le 19 novembre 2022². Pour le moment, il apparaît que Kamala Harris souhaite s'inscrire là encore dans une politique de continuité vis-à-vis de ce que Joe Biden a mis en avant : une condamnation des attaques chinoises en mer de Chine du Sud et un soutien renouvelé à Taïwan.

¹ BRZOZOWSKI, Alexandre. « Kamala Harris rassure les Européens après les commentaires de Donald Trump sur l'OTAN ». *Euractiv* [en ligne], 16 février 2024 [consulté le 25/09/2024]. Disponible sur : <https://www.euractiv.fr/section/defense/news/kamala-harris-rassure-les-europeens-apres-les-commentaires-de-donald-trump-sur-lotan/>.

² « China's rulers are surprised by Kamala Harris and Tim Walz ». *The Economist* [en ligne], 18 août 2024, [consulté le 24/09/2024]. Disponible sur : <https://www.economist.com/china/2024/08/18/chinas-rulers-are-surprised-by-kamala-harris-and-tim-walz>.

Finalement, que ce soit sur le dossier chinois ou la relation transatlantique, Kamala Harris met en avant une politique de dialogue et d'échange, notamment en construisant des alliances en Asie-Pacifique pour faire face à la Chine.

Donald Trump : Une politique isolationniste ou « de rupture »

De son côté, Donald Trump dessine les contours d'une politique isolationniste (« *America First* »). Comme lors de son premier mandat (2016-2020), il semble mettre l'accent sur les intérêts américains. Pour lui, l'Europe doit se défendre seule et ne plus être dépendante des financements étasuniens. Sa vision pourrait potentiellement conduire à une remise en cause du principe de solidarité de l'OTAN. Ce point de vue est partagé par JD Vance, le colistier du candidat républicain. Critique vis-à-vis de l'Union européenne, ce dernier considère que les États-Unis ont « *trop protégé l'Europe et ce depuis trop longtemps*³ ». Première source de financement de l'Ukraine, les États-Unis pourraient possiblement ne plus l'être après les élections.

L'éventuelle élection de Donald Trump, pour un second mandat à la Maison Blanche, aurait donc pour conséquences : un retrait, potentiellement total, de l'aide américaine à l'Ukraine⁴ ; une réduction radicale de la présence militaire américaine en Europe, notamment par le biais de l'OTAN, visant à effectuer un pivot vers l'Asie⁵ ; la mise en place d'une politique de protectionnisme commercial renforcé sur les biens en provenance de l'étranger⁶. En effet, Donald Trump a mis en avant au cours de la campagne présidentielle une volonté d'imposer des droits de douane à hauteur de 10 % sur les importations en provenance de tous les pays du monde et allant de 60 % à 100 % pour les produits chinois.

³ BENNETT, Cory. « J.D. Vance will chide Europe — that's it ... for now ». *Politico* [en ligne], 16 juillet 2024 [consulté le 27/09/2024]. Disponible sur : <https://www.politico.eu/article/jd-vance-europe/>.

⁴ MAZZETTI, Mark. « Behind Trump's Views on Ukraine: Putin's Gambit and a Political Grudge ». *The New York Times* [en ligne], 5 octobre 2024 [consulté le 06/10/2024]. Disponible sur : <https://www.nytimes.com/2024/10/05/us/politics/trump-putin-ukraine.html>.

⁵ HAYDEN, Jones. « Trump threatens to cut US aid to Ukraine quickly if reelected ». *Politico* [en ligne], 16 juin 2024 [consulté le 02/10/2024]. Disponible sur : <https://www.politico.eu/article/donald-trump-ukraine-russia-war-threatens-cut-aid-election-2024/>.

⁶ PICCIOTTO, Rebecca. « Trump floats 'more than' 60% tariffs on Chinese imports ». *CNBC* [en ligne], 4 février 2024 [consulté le 06/10/2024]. Disponible sur : <https://www.cnn.com/2024/02/04/trump-floats-more-than-60percent-tariffs-on-chinese-imports.html>.

Une nécessité pour l'Europe d'opérer un repositionnement stratégique

Depuis plusieurs années, les puissances européennes discutent d'une modification de leur politique étrangère, en particulier militaire, économique et diplomatique. Néanmoins, les élections américaines pourraient accélérer ce repositionnement. En effet, face à la possibilité que les États-Unis n'assurent plus leur rôle à la tête de l'OTAN, l'Europe pourrait devoir puiser davantage dans ses propres ressources. Ces dernières ont augmenté peu à peu depuis plusieurs années et l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a affirmé que 23 membres de l'organisation sur 31 dépensent aujourd'hui plus de 2 % de leur PIB pour assurer leur défense⁷, contre 7 en 2022.

Toutefois, cette augmentation des ressources pourrait ne pas être suffisante face au retrait de l'aide américaine à l'Ukraine et face au repositionnement des États-Unis. Depuis 2018, ils mettent régulièrement en avant leur capacité à lutter face aux grandes puissances comme la Russie et la Chine⁸, pourtant, il leur est impossible de mener un combat sur un « *double-front*⁹ ». Ainsi, le soutien à l'Ukraine doit davantage être compris comme un investissement indirect face à la Chine, investissement de court terme. Investir aujourd'hui pour affaiblir la Russie permettra potentiellement aux États-Unis de se focaliser sur la zone indopacifique à l'avenir. Alors que Xi Jinping a demandé à ses troupes d'être prêtes en 2027 pour envahir Taïwan¹⁰, le continent européen doit se préparer à un pivot américain vers l'Asie à moyen et long terme.

En conclusion, l'analyse des projets de Kamala Harris et Donald Trump questionne la position future de l'Europe. Face à deux programmes très différents en matière de politique étrangère, il apparaît nécessaire pour le continent européen de (re)penser son autonomie stratégique pour faire face aux grands enjeux contemporains.

⁷ LIABOT, Jean-Philippe. « OTAN : 23 pays membres ont atteint le seuil fixé de 2 % consacré à leur défense ». *Euronews* [en ligne], 18 juin 2024 [consulté le 06/10/2024]. Disponible sur : <https://fr.euronews.com/2024/pays-membres-ont-atteint-le-seuil-fixe-de-2-consacre-a-leur-defense>.

⁸ BRUGIER Camille et HAROCHE Pierre. « 2027 : l'année de l'autonomie stratégique européenne ». *Le Grand Continent* [en ligne], 11 avril 2023 [consulté le 06/10/2024]. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/04/11/2027-lannee-de-lautonomie-strategique-europeenne/>.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ ROUSH, Ty. « China Will Be Ready To Invade Taiwan By 2027, U.S. Admiral Says ». *Forbes* [en ligne], 20 mars 2024 [consulté le 03/10/2024]. Disponible sur : <https://www.forbes.com/2027-Taiwan>.